

PRÉFET DU RHÔNE

Lyon, le 7 juillet 2015

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Unité Territoriale Rhône-Saône

Affaire suivie par : Pascal RESTELLI
Cellule Santé Sol Sous-sol Déchets/Déchets
Téléphone : 04 72 44 12 24
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : pascal.restelli@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-C4SD/D-15-G14034A02-PR0707

Objet : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Proposition de mise en demeure préfectorale

Réf. : Arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2014
Article L. 171-8 du code de l'environnement
Article R. 515-82-II du code de l'environnement (installations "IED")

<p align="center">DÉPARTEMENT DU RHONE SOCIÉTÉ BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX à VAULX-EN-VELIN Rapport de l'inspecteur de l'environnement</p>

Adresse de l'établissement :

BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX
5, rue Francine FROMONT
Zone industrielle Est
69120 – VAULX-EN-VELIN

Activité principale de l'établissement :

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux

Code S3IC de l'établissement :

061.14034

Priorité DREAL :

P à enjeux

Copies à : C4SD/D

REMIPP/2PSE

Chrono

1. Contexte réglementaire :

La société BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX exploite sur son site de VAULX-EN-VELIN, 5, rue Francine FROMONT, des installations de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement et classées sous les rubriques n° 2717-1 et 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour des quantités maximales susceptibles d'être présentes respectives de 51,7 et 115,9 tonnes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2014, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 octobre 2014, a défini le tableau de classement, repris ci-dessous, des activités soumises à la législation des installations classées et exercées sur le site.

Rubriques	Activité (libellé ICPE)	Position du site	Classement
2717-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712 et 2719. 2. La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS et supérieures ou égales aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.	La quantité des substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant de 51,7 tonnes	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t ;	La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant de 115,9 tonnes	A
2792	Traitement de déchets contenant des PCB : 1. Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm	La quantité maximale de produits susceptible d'être présente dans l'installation est de 0,09 t	D
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	Le volume équivalent présent est de 0,2 m ³	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué	Le volume annuel équivalent utilisé est de 3 m ³	NC
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques volume susceptible d'être entreposé	Volume : 5 m ³	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. surface	Surface : 20 m ²	NC

2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. volume susceptible d'être présent dans l'installation	30 m ³	NC
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. volume susceptible d'être présent dans l'installation	5 m ³ (la quantité présente est au maximum de 5 tonnes)	NC
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	6 kW	NC
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – traitement biologique – traitement physico-chimique – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 – récupération/régénération des solvants – recyclage/récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques – régénération d'acides ou de bases – valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution – valorisation des constituants des catalyseurs – régénération et autres réutilisations des huiles – lagunage 	Capacité de 10 t/j	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage temporaire maximal de 101 tonnes	A

La transposition en droit français du chapitre II de la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles dites « IED », a entraîné la modification de la réglementation française et sa codification dans le code de l'environnement avec la création de nouvelles rubriques dites « IED » dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les installations de la société BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX sont donc également soumises aujourd'hui à la directive « IED » au titre de la rubrique 3550 « Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte ».

Conformément à l'article R. 515-82-II du code de l'environnement, les établissements existants dits « nouveaux entrants IED » devaient remettre un dossier de mise en conformité dont le contenu est identique à celui du dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-72 de ce code. À ce dossier devait être joint le rapport de base mentionné à l'article R. 515-30, l'activité exercée par la société BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX relevant du 3° du I de l'article R. 515-59 de ce code. En effet, l'activité

exercée implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Ces dossiers auraient dû être remis avant le 7 janvier 2014.

2. Constat

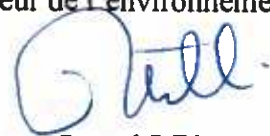
À ce jour, la société BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX n'a pas remis à monsieur le préfet du Rhône ni le dossier de mise en conformité ni le rapport de base susvisés.

3. Avis de l'inspection des installations classées et propositions de suites à donner

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet du Rhône, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX de respecter l'article R. 515-82-II du code de l'environnement en lui imposant de remettre sous 3 mois le dossier de mise en conformité dont le contenu sera identique à celui du dossier de réexamen décrit à l'article R. 515-72 du code susvisé ainsi que le rapport de base visé à l'article L. 515-30 de ce code, les activités exercées sur le site relevant du 3° du I de l'article R. 515-59.

Un courrier recommandé avec accusé de réception est transmis ce jour à la société BUTY DÉCHETS SPÉCIAUX pour l'informer de cette proposition de mise en demeure de l'inspection des installations classées.

L'inspecteur de l'environnement



Pascal RESTELLI

Vu et approuvé,
Lyon, le 8 juillet 2015
Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef de l'Unité Territoriale Rhône-Saône



Jean-Yves DUREL